L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 13 JUILLET 1876. Vingt-Unième Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN 13 JUILLET.

Candidatures démocratiques 1876

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

SAMUEL J. TILDEN,

DE NEW YORK.

POUR VICE-PRESIDENT,

THOS. A. HENDRICKS,

DE L'INDIANA.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Hoffman, Marks & Co. au No 31 de la rue des Magasins—habillements, lingerie, chapeaux, casquettes, valises et malles.

Par G. Valeton, sur la Levée, en face de la rue Delle-avenue.

L prochain gouverneur de la Louisiane.

Revue des candidats.

Dans un précédent article nous avons dit ce que devrait être le prochain gouverneur de la Louisiane pour donner satisfaction aux vœux de toute la population honnête et inspirer confiance dans le nouveau régime. Nous allons faire une courte revue de tous ceux dont les noms ont été mentionnés comme devant être présentés à la Convention de Baton Rouge pour la candidature aux fonctions de gouverneur. Nos remarques seront nécessairement brèves et ne contiendront qu'une partie des arguments qu'on peut faire valoir en faveur de chaque candidat et des objections qu'on peut leur opposer.

Nous commencerons par les candidats de la ville qui sont au nombre de cinq: MM. John McEnery, L. A. Wiltz, Albert Voorhies, D. B. Penn et le général F. N. Ogden. Il pourra surgir d'autres noms mais ceux-là sont les seuls qui nous soient connus comme candidats présents ou éventuels.

LE GOUVERNEUR MCENERY.

Le gouverneur McEnery a été tellement mis en évidence par sa lutte contre l'usurpation Kellogg depuis son élection en 1872, que nous n'avons pas besoin de rappeler ses antécédents. Ses amis posent sa candidature comme un acte de justice et de réparation, comme une protestation légale contre l'usurpation kelloguiste soutenue par Grant. Ce sont là des raisons de sentiment plutôt que des raisons politiques. Il devra certainement être tenu compte à John McEnery des sacrifices qu'il a faits depuis quatre ans pour soutenir une cause qui était celle de tout le peuple de la Louisiane, mais la place de gouverneur n'est pas une place qui doive être donnée à titre de récompense. La question à examiner est donc de savoir si la nomination de McEnery serait la meilleure au point de vue politique, d'abord, c'est-à-dire du succès à obtenir, et au point de vue de l'avenir, c'est-à-dire des réformes à réaliser.

John McEnery a de nombreux partisans principalement dans plusieurs paroisses du Nord et dans quelques wards de la ville. Mais, d'un autre côté, son nom soulève certaines objections. Il rappelle trop le passé quand c'est surtout l'avenir qui doit nous occuper.

La fusion de 1872 qui a eu de si tristes conséquences et dont le résultat de cette malencontreuse alliance avec l'infâmie qui a recouvert de quatre ans l'affranchissement de la Louisiane et il serait peut-être impolitique de remettre en avant les noms des candidats de cette époque. Les services de John McEnery, au patriotisme duquel tout le monde rend hommage, peuvent être utilisés d'une autre manière si la convention ne croit pas devoir le prendre pour son candidat.

LE LIEUTENANT GOUVERNEUR PENN.

L'objection que nous venons d'indiquer contre les candidats de la fusion de 1872 s'applique avec encore plus de force à M. D. B. Penn.

En 1872, les conservateurs étaient divisés en deux conventions, la convention démocrate et la convention réformiste. Une entente entre ces deux conventions était facile. M. Penn au lieu de se faire présenter dans l'une ou l'autre convention, consentit à ce que Warmoth le fit nommer candidat aux fonctions de gouverneur par l'assemblée hybride, décorée du nom de convention libérale. Il fallait à Warmoth pour donner à sa convention un peu de respectabilité un nom honorable, et M. Penn a permis l'usage du sien. Il est entré ainsi dans la voie politique par un acte que beaucoup de gens considèrent comme une grave erreur de jugement. Par suite de la fusion entre les trois conventions, M. Penn a pris la seconde place sur la liste et a été élu lieutenant-gouverneur en 1872. Son rôle dans les événements qui ont suivi a été honorable et patriotique. Bien qu'il n'ait pas été un des auteurs du mouvement du 14 septembre 1874, il n'a pas hésité à remplir le devoir que lui imposaient les circonstances.

En 1875, M. Penn a commis, selon nous, une autre erreur de jugement, en soutenant le marché de dupes, appelé le compromis Wheeler, qui n'a eu d'autre résultat que d'éviter à Grant une mise en accusation que motivaient infiniment ses interventions réitérées en faveur de l'usurpation de Kellogg et de maintenir cette usurpation jusqu'en 1877.

M. Penn est un négociant fort estimable, un citoyen animé des meilleures intentions, mais nous doutons qu'il ait toutes les qualités et l'expérience requises pour faire face aux exigences de la situation politique. On le présente comme un candidat réformiste, mais il aura le tort de passer auprès des masses, pour le représentant d'une oligarchie financière qui a des intérêts distincts de ceux de la population, "Il est soutenu par des hommes très sincères, mais dans la liste de ceux qui l'appuient il y a quelques noms qui lui feront plus de tort que de bien.

HON. L. A. WILTZ.

L'honorable L. A. Wiltz est, assure-t-on, l'un des plus forts candidats en lice, par le nombre de ses partisans en ville et à la campagne, mais il est aussi un de ceux qui ont été le plus vivement attaqués. Il a été tour-à-tour membre du conseil municipal, représentant à la Législature, maire de 1872 à 1874 et représentant depuis janvier 1875. Sa carrière politique a donc été très remplie depuis quelques années et elle est bien connue. Son attitude admirable et énergique dans la journée du 5 janvier 1875, l'a mis en évidence et a fait de lui le leader du parti dans la Chambre à partir de cette époque. Mais le parti s'est scindé sur la question du compromis et l'on reproche à M. Wiltz de n'avoir pas su empêcher cette scission.

Nous laisserons de côté les objections faites à la conduite politique de M. Wiltz comme maire, dans ses relations avec le gouvernement d'Etat et son rôle politique dans l'Assemblée de 1875, car la plupart de ces objections seront facilement réfutées, et il faut, pour être juste et impartial, tenir compte de la difficulté des circonstances au milieu desquelles il s'est trouvé placé.

Mais la candidature de M. Wiltz rencontre des objections plus graves de la part de ceux qui ne veulent pas se contenter du triomphe de la démocratie, mais qui tiennent à avoir pour gouverneur un partisan sûr des réformes. Les contribuables de la Nouvelle-Orléans savent de la peine à pardonner à Mr. Wiltz le passage des deux lois adoptées à la dernière session, l'une sur le plan de Boss à prime, l'autre autorisant la levée d'une taxe de 1½ de un pour cent en faveur d'un chemin de fer projeté.

Si les amis de Mr. Wiltz veulent effacer l'impression défavorable que ces deux actes de sa vie politique ont laissée, ils doivent s'attacher à faire connaître ses vues sur les réformes à accomplir et son programme d'action pour le cas où il serait élu gouverneur.

HON. ALBERT VOORHIES.

Si la fidélité au parti, un zèle infatigable dans les assemblées et les comités sont des titres à la nomination, l'honorable Albert Voorhies en a, certainement, de sérieux. Juge de la Cour Suprême avant la guerre de sécession, élu lieutenant-gouverneur après la guerre, en 1876, Mr. Voorhies a fait preuve de grandes capacités dans ses diverses fonctions. Il a été élu sénateur d'Etat en 1872, mais a eu le sort de la plupart des candidats de la fusion; il est encore sénateur de droit mais non de fait.

La candidature de Mr. Voorhies a été soutenue par plusieurs journaux de paroisse et elle compte des partisans dans plusieurs wards à la Nouvelle-Orléans.

LE GÉNÉRAL F. N. OGDEN.

L'idée de la candidature de cet estimable citoyen est venue spontanément à l'esprit de ses amis, après les mémorables événements du 14 septembre 1874. Si le peuple veut pour gouverneur, se sont-ils dit, un homme qui ne soit pas un politicien, mais qui soit un homme de tête, de cœur et d'action, on voici un qui a fait ses preuves d'énergie et de dévouement et nous pouvons le recommander. La seule objection qu'on pourra faire à sa candidature est précisément qu'il est peut-être trop étranger aux choses de la politique et du gouvernement. Si intelligent que soit un homme, il peut être embarrassé, en se trouvant du jour au lendemain investi de fonctions qui exigent des connaissances multiples et un jugement prompt, et être pour résoudre quantité de questions épineuses.

L'objection n'est pas, il est vrai, insurmontable, car le général Ogden saurait certainement bien choisir ses conseillers.

Nous continuerons demain cette revue des candidatures, et nous consacrerons quelques lignes à chacun des candidats mentionnés dans les paroisses et dont voici la liste à peu près complète:

Judge Egan et Hon. J. C. Moncure de Caddo, W. D. Spencer du cinquième district congressionnel, T. C. Manning, de Rapides, Louis Texada, de Rapides, Alex. DeClouet, de St-Martin, C. Goode, de Terrebonne, F. T. Nichols, d'Assomption, colonel Alfred Roman, de St Jacques.

MARIAGE.—Avant-hier, le révérend Jas. K. Güthelm a uni, par les liens sacrés du mariage, M. Isidore Danziger à mademoiselle Amélie Dreyfous. Les nouveaux mariés sont immédiatement partis pour le Nord. Nous leur souhaitons un heureux voyage et nous complimentons les deux honorables familles que rapproche cette union.

VINS—COGNAC ET DIVERS.—Nos lecteurs verront plus loin une annonce de Mr. U. Marmont, rue Vieille Levée 69, qui vient de recevoir par le navire Ste. Geneviève de Bordeaux, une grande consignation de vins rouges de diverses marques fort estimées, A. Marron, Chutreau fils, Baron etc.... du cognac Castillon de 1815, du cognac Lagarde et Co., du vinaigre de vin blanc, des fruits à l'eau de vie, de la moutarde et diverses conserves. Tous ces articles sont de premier choix et nous les recommandons aux consommateurs d'une manière toute particulière.

BARTHOLOMEW, TALLON & CO.—En se référant aux annonces, on verra que par suite de la mort de Richard England et la retraite de George W. England, la raison sociale de England, Tallon & Co est dissoute, et que les affaires seront dirigées par les associés restants sous la raison de Bartholomew Tallon & Co. L'ancienne raison sociale était une des plus fortes et des plus populaires du marché français, et nous ne doutons pas que la nouvelle raison ne se tienne à la même hauteur et ne voie s'accroître rapidement sa prospérité.

Le troisième
Le troisième
Le troisième Tirage
Tirage
Tirage D'or
D'or
D'or, 29 juillet
29 juillet
29 juillet

$502,500 en or distribuées en 3,580 lots.

—Nous lisons dans le *Messager Franco-américain*:

Un de nos concitoyens, M. Collonge, matchiniste, 631 Fulton street, à Brooklyn, vient d'inventer un appareil destiné à rendre des services aux débitants et aux buveurs de "lager-bier."

Les moyens pratiques employés actuellement pour conserver la bière des tonneaux mis en place, sont basés sur le même système: remplacer le liquide extrait par une même quantité d'air, sans laisser échapper le gaz. Par ces procédés, quel air introduit-on dans le baril? Un air méphitique d'une température plus élevée que celle du liquide, un air imprégné de toutes les odeurs qui se reconcentrent dans les établissements de ce genre, odeur de tabac, de cuisine, etc.

Le *Conservateur hydropneumatic* lui inventé par M. Collonge a pour objet, au contraire, de ne laisser entrer dans le baril que l'air nécessaire pour remplacer le liquide, au fur et à mesure de l'extraction, sans mélanger aucun gaz et sans laisser échapper du gaz, par la simple loi d'équilibre et de pression à laquelle obéissent les fluides: de ne laisser entrer qu'un air complétement dénaturé, autrement dit, un air auquel on a fait subir un traitement qui le rend impropre à la vie, et qui, par conséquent, ne peut plus altérer la bière.

Cet air, ainsi préparé, est introduit dans le baril par le moyen d'un petit tube qui traverse le bouchon